

contribution de Villeneuve

(Août 1970)

I) SUR LE DEVENIR DE LA FEN

En 1969, le camarade ROCCO parlait de la « crise qui brisera les actuels syndicats en les vidant de leur contenu » (Texte pour le stage enseignant de novembre)

En 1970, le camarade parle de « la perspective ultime de l'éclatement de ce syndicalisme enseignant et des répercussions inévitables d'un tel éclatement sur le syndicalisme ouvrier ».

Nous ne nions pas que le syndicalisme enseignant puisse connaître des crises, nous pensons même qu'il est en crise depuis plusieurs années: Mais nous ne pensons pas l'avenir joué; nous sommes au contraire persuadés que cette crise n'a pas pris sa figure définitive et qu'il dépend de nous qu'elle se conclue au bénéfice des travailleurs et de leur avant-garde.

1) Sur la crise née de la politique d'intégration au pouvoir.

On a insisté à plusieurs reprises sur les limites d'une telle politique dans le cadre d'une montée révolutionnaire généralisée et des marges de manœuvre de plus en plus étroites de la bourgeoisie. La bourgeoisie veut des syndicats dociles qui programment avec elle les augmentations de salaires à consentir, mais pour que l'opération réussisse, il lui faut des directions qui gardent la confiance des masses et pas des Etats-majors sans troupes; or, les directions ne peuvent garder cette confiance qu'en tenant relativement compte de la combativité ouvrière (dont les revendications ne sont pas forcément en harmonie avec la programmation capitaliste), d'où l'impossibilité d'arriver à la paix sociale par une politique d'intégration souple; la seule solution provisoirement définitive étant le démantèlement des organisations ouvrières par des bandes fascistes. On sait que la bourgeoisie n'est pas du tout décidée actuellement à courir le risque — par une telle politique — d'aboutir, dans le contexte actuel, à l'effet inverse de celui recherché, d'autant que les conditions économiques et sociales sont loin d'exister.

Le camarade Gil met l'accent sur la contradiction profonde qu'il y a pour la bourgeoisie à vouloir conjointement amadouer les directions syndicales, les renforcer, et attaquer de front, par nécessité économique, les intérêts et les acquis de leurs mandants.

Il écrit: « Cette contradiction réelle peut momentanément réactiver la FEN, obligée pour sa propre survie en tant qu'appareil syndical, de mener des luttes ». Nous ne voyons pas en quoi cela accroîtra la désyndicalisation, les tendances à l'éclatement et à la dispersion. Cela peut tout aussi bien favoriser des tendances à la resyndicalisation et à l'unité. En tous cas, nous nous y emploierons. Et si le sommet de la FEN ne développe pas de luttes, pourquoi la base de la FEN, elle, n'en déclencherait-elle pas ?

Les actions ouvrières touchent-elles toujours et d'emblée, une branche d'industrie entière ?

S'il y a une époque où la FEN a participé aux responsabilités du pouvoir, ce n'est pas la nôtre, mais bien plutôt sous la IV^{ème} République quand les camarades étaient ministres. Il y a eu depuis une certaine distance mise entre le pouvoir et les directions. C'est plutôt sous un gouvernement PC-PS que les problèmes se reposeraient.

De la même manière que le pouvoir manie la carotte et le bâton, les syndicats collaborent et luttent, et cette contradiction est constitutive du syndicalisme. Qu'elle semble devenir plus aigüe à

certain moments n'est pas, pour nous, un indicateur fatal de scission entre réformistes et révolutionnaires, mais bien plutôt l'indication aux militants révolutionnaires que la lutte pour arracher le syndicat en tant qu'organisation, et les syndiqués à l'influence de la direction bureaucratique est devenue possible, est devenue actuelle.

-Notre objectif permanent, plus actuel que jamais (dans le même sens que nous parlons de l'« actualité de la révolution »), est de conquérir les syndicats. Ce qui n'implique aucunement l'unité à tout prix. Mais s'il y a scission, ce ne peut être pour nous (si nous l'impulsons) qu'une scission en forme d'exclusion du syndicat des « lieutenants ouvriers de la bourgeoisie », en l'occurrence de la petite minorité réactionnaire regroupée dans les directions :

« Cette lutte doit être impitoyable et il faut absolument la pousser, comme nous l'avons fait, jusqu'à déshonorer complètement et faire chasser des syndicats tous les incorrigibles leaders de l'opportunisme et du social-chauvinisme »

(Lénine, La maladie infantile du communisme. Ch.IV)

Conquérir les syndicats, c'est évidemment, conjointement, travailler à en détruire les structures bureaucratiques, les régénérer en les révolutionnant. S'affirmer comme « direction de rechange » ne doit pas vouloir dire passer pour les bureaucrates de rechange. C'est le sens, aussi, de notre lutte pour la démocratie ouvrière.

-L'achèvement de ces tâches n'est pleinement concevable qu'en situation de crise révolutionnaire. Mais il n'y a pas de grandes luttes, et à fortiori de luttes victorieuses, sans grands objectifs. D'autre part, nous disons bien « achèvement », car le développement inégal de l'audience et de l'organisation des révolutionnaires dans les syndicats, lié à la force plus ou moins grande des bureaucraties, laisse prévoir — dans la période actuelle, du moins — des possibilités de conquêtes sectorielles bien avant que la situation révolutionnaire ait éclaté, et un peu comme en prélude. Là encore, il sera nécessaire d'avoir des perspectives claires afin d'utiliser ces maillons faibles qui tomberont les premiers comme autant de points d'appui pour l'offensive au cœur.

Cette dialectique nous paraît d'autant plus importante à saisir que le secteur enseignant constituera vraisemblablement un des premiers points d'appui de cette stratégie. On peut même dire qu'il en constitue d'ores et déjà un, de manière encore embryonnaire (rôle charnière de la FEN, relatif exemple d'unité syndicale et de démocratie interne, existence d'une tendance révolutionnaire, de syndicats qui furent, ou qui sont encore sous direction révolutionnaire — nous ne disons pas marxiste-révolutionnaire — SNE-SUP en mai; SNCS aujourd'hui)

-Certains insistent sur le fait que notre but est de diriger les luttes. C'est évidemment un truisme pour toute avant-garde qui se respecte. La question que nous leur posons, c'est comment diriger des luttes alors que d'autres disposent des seuls moyens organisationnels qui existent actuellement pour mettre les masses en branle et centraliser leur intervention. Il nous semble que la seule réponse est de disputer aux Etats-majors en place ces moyens organisationnels. Il ne s'agit ni de détruire les syndicats, ni de les désertir. Il ne s'agit pas non plus d'y faire de l'entrisme ou de chercher à en redresser les structures ou les directions. Il faut les conquérir en les transformant et les transformer en les conquérant. C'est une tâche éminemment révolutionnaire.